

## ASSOCIATION RESEAU SENIORS

**Statuts validés lors de l'Assemblée Générale du 17 septembre 2020 et modifiés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 Mai 2024**

### **Article 1 - Constitution et dénomination.**

Il est crée entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents, ayant pour dénomination « Réseau Séniors CLIC Riom-Limagne-Combrailles ».

### **Article 2 - Objet.**

L'association a pour objet la mise en place d'un réseau gérontologique, avec pour finalité d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées de plus de 60 ans et plus précisément de favoriser le maintien à domicile dans les meilleures conditions le plus longtemps possible.

Il s'agit d'une instance chargée des missions :

- D'accueil et d'information des personnes âgées, des familles et des professionnels,
- D'évaluation des besoins et d'accompagnement des personnes âgées,
- D'orientation des personnes âgées et de leurs proches,
- De coordination entre les intervenants et les dispositifs existants,
- De fonction d'observatoire des besoins,
- Convenues dans le cadre du protocole et de la convention d'objectifs et de moyens entre le Conseil départemental et le CLIC.

Son périmètre géographique est défini dans le cadre de la convention pluriannuelle avec le Conseil départemental.

Les acteurs de ce réseau sont des personnes morales ou physiques, publiques ou privées, intervenant en qualité de financeurs, de prestataires de services et d'utilisateurs.

### **Article 3 – Moyens d'action.**

Afin de réaliser son objet, l'association se propose de recourir aux moyens d'action suivants :

- a) La gestion d'un centre de documentation
- b) La proposition d'une évaluation individuelle des besoins et d'un accompagnement personnalisé
- c) L'organisation de réunions pour les personnes âgées, leurs familles et les professionnels ayant une activité en lien avec les personnes âgées
- d) L'organisation et la coordination d'actions collectives

- e) La coordination sur son territoire de l'ensemble des acteurs concernés par l'objet de l'association
- f) La réalisation d'un observatoire sur les besoins et les pratiques des professionnels sur son territoire.

#### **Article 4 - Siège social et durée.**

Le siège social est fixé 51 Rue Lafayette 63 200 RIOM.

Il pourra être transféré en tous lieux de son ressort géographique par décision du Conseil d'Administration.

#### **Article 5 – Membres – catégories et définitions.**

L'association se compose de :

- Membres de droit
  - Membres actifs
  - Membres dans le coll ge des « professionnels et techniciens »
  - Membres partenaires
- a) Sont membres de droit :
- Le Président du Conseil Départemental du Puy-de-D me, ou son représentant ;
  - Le Conseil départemental du Puy-de-Dôme représenté par les Conseillers Départementaux de cinq cantons du ressort géographique de l'association ;
  - L'ARS ;
  - La CARSAT ;
  - La MSA ;
  - La Mutualité du Puy-de-Dôme ;
  - Le Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom ;
  - Chaque intercommunalité du ressort géographique de l'association, représentée par un élu chacune.
- b) Sont membres actifs les personnes physiques ou morales qui apportent une aide matérielle ou morale au fonctionnement de l'association.
- c) Sont membres dans le coll ge des « professionnels et techniciens » les organismes et personnes physiques dont les activités principales suivantes sont exercées dans le périmètre géographique de l'association :
- Les personnes physiques qui exercent l'une des professions suivantes : médecins libéraux, infirmiers et kinésithérapeutes libéraux ;
  - Les organismes gestionnaires d'établissements et services sanitaires et sociaux ;
  - Les organismes d'aide à domicile ;
  - Autres professions paramédicales (ex : ergothérapeutes) ;
  - Les organismes représentants des usagers.

51 Rue Lafayette 63 200 RIOM-Tél : 04.73.33.17.64

E-mail : [secretariat@clic-riom.fr](mailto:secretariat@clic-riom.fr)

Site internet : [www.clic-riom.fr](http://www.clic-riom.fr)

- d) Sont membres partenaires, toutes personnes physiques ou morales qui sont invitées à ce titre à participer à l'assemblée générale annuelle de l'association.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal ou par toute personne dont l'habilitation aura été notifiée à l'association. Lorsqu'un représentant d'un membre ne peut plus exercer cette fonction, la structure en question doit notifier dans le délai maximum d'un mois à l'association le nouveau représentant. A défaut, il n'est plus pris en compte pour le calcul du quorum et les règles de majorité.

#### **Article 6 – Acquisition de la qualité de membre.**

Ne peuvent être admises au sein de l'association en qualité de membres actifs que les personnes ayant reçu l'agrément du bureau. Ce dernier statue sans possibilité d'appel et ses décisions ne sont pas motivées.

#### **Article 7 – Perte de la qualité de membre.**

La qualité de membre se perd par :

- 1) la démission notifiée par lettre adressée au Président de l'association. Celle-ci prend effet à la date de réception de cette lettre par le Président ;
- 2) décès des personnes physiques ;
- 3) perte de la qualité requise pour être membre, lorsque cette personne est membre en raison d'une qualité particulière ;
- 4) la liquidation ou la radiation du registre de commerce pour les structures qui en relèvent, ou la disparition, pour quelque cause que ce soit, des personnes morales.
- 5) l'exclusion prononcée par le Conseil d'administration pour motif grave. Dans ce dernier cas, le membre intéressé est préalablement invité, par courrier recommandé adressé au moins huit jours à l'avance, à fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et, plus généralement, à faire valoir ses moyens de défense.

Constitue notamment un motif grave :

- Tout fait ou comportement visant à (ou ayant pour effet de) nuire au bon fonctionnement, à l'image de l'association ou de ses dirigeants ;
- Toute divulgation d'informations en dehors des organes collégiaux dans lesquels elles ont été émises, sans autorisation préalable du Président ;
- La violation répétée de la répartition des pouvoirs des différents organes ou fonctions, tels que définis dans les présents statuts.

### **Article 8 – Ressources de l'association.**

Les ressources de l'association comprennent :

- ◆ les cotisations des membres : pour faire partie de l'association, toute personne physique ou morale, doit régler une cotisation dont les montants et les modalités sont fixées chaque année par l'Assemblée Générale ;
- ◆ les subventions de l'Etat, des Collectivités Publiques et de leurs établissements, de l'Union Européenne, des organismes publics et privés (Caisse d'Assurance Maladie, Organismes mutualistes, Syndicats communaux...)
- ◆ les dons manuels et sommes perçues au titre du mécénat ;
- ◆ les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;
- ◆ les donations et legs que l'association peut être autorisée à accepter en raison de sa capacité, la nature de son objet ou de ses activités ;
- ◆ les dons des établissements d'utilité publique ;
- ◆ les taxes parafiscales qu'elle est autorisée à percevoir ;
- ◆ les produits provenant des biens, ou de la vente des produits et services par l'association ;
- ◆ toutes autres ressources qui ne sont pas interdites par la loi.

### **Article 9 – Comptabilité.**

L'association établit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice social et dans le respect des dispositions du CASF en tant qu'ESSMS avant le 30/04, des comptes annuels selon les normes du plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement et son annexe du 16/02/1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les comptes annuels, le rapport d'activité et le rapport financier, le cas échéant le rapport du Commissaire aux Comptes, sont tenus à la disposition des membres pendant les quinze jours précédant la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

L'Assemblée générale ordinaire peut désigner un commissaire aux comptes et son suppléant pour en certifier la régularité et la sincérité.

### **Article 10 – Exercice social.**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

### **Article 11 – Apports.**

En cas d'apports à l'association de biens meubles ou immeubles, le droit de reprise de l'apporteur s'exerce conformément aux dispositions prévues par les conventions conclues avec l'association valablement représentée par son Président ou toute autre personne désignée à cet effet par le Conseil d'administration, seul organe compétent pour accepter un apport.

**Article 12 – Conseil d’administration : composition.**

Le Conseil d’administration se compose de 16 membres de droit et de 17 membres élus.

Les membres de droit sont :

- Le Président du Conseil Départemental es-qualité ou son représentant
- 5 conseillers départementaux de cantons du ressort géographique de l’association ou leurs suppléants
- Le Directeur de l’ARS es-qualité ou son représentant
- Le Président de la CARSAT es-qualité ou son représentant
- Le Président de la MSA es-qualité ou son représentant
- Le Président de la Mutualité du Puy-de-Dôme es-qualité ou son représentant
- Le Directeur du Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom es-qualité ou son représentant
- Chaque intercommunalité du ressort géographique de l’association représentée par un élu chacune.

Chaque membre de droit désigne son représentant pour une durée de 3 ans renouvelable.

Si l’un des représentants perd cette qualité, il appartient au membre concerné de désigner un nouveau représentant. Cette nouvelle habilitation est notifiée à l’association dans un délai d’un mois maximum. Le mandat du membre ainsi nommé prend fin à la date à laquelle devait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Les membres élus sont désignés, au scrutin secret si exigé, par l’assemblée générale ordinaire, pour une durée de 3 ans, parmi les membres professionnels et techniciens, les membres actifs, les membres partenaires, selon la répartition suivante :

- 3 professionnels (libéraux du secteur médical ou paramédical, représentants des établissements sanitaires et/ou sociaux, médecins gériatres, structures de soins et d’aide à domicile...)
- 7 CCAS du ressort géographique de l’association représentés par un élu chacun et un suppléant ;
- 4 membres individuels adhérents qualifiés ;
- 3 représentants des usagers sont également membres du conseil d’administration.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou par toute autre personne dont l’habilitation à cet effet aura été notifiée au conseil d’administration. Le conseil d’administration peut s’assurer régulièrement et par tout moyen adapté de la continuité de l’habilitation.

Le conseil d’administration des membres élus est renouvelé en une seule fois, tous les 3 ans lors de l’assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l’exercice écoulé et tenue dans l’année au cours de laquelle expire le mandat.

Les membres sortants sont r eligibles.

En cas de vacance d'un ou plusieurs administrateurs élus, le conseil d'administration pourvoit s'il le désire, provisoirement, au remplacement de ses membres par cooptation. Il est tenu à ce remplacement si les fonctions exercées par le ou les administrateurs concernées sont celles du Président, Trésorier ou Secrétaire. Leur remplacement définitif intervient lors de la plus proche assemblée générale. Les mandats des administrateurs ainsi élus prennent fin à l'époque où doit normalement expirer le mandat des administrateurs remplacées.

Si la ratification par l'assemblée générale n'était pas obtenue, les délibérations prises et les actes accomplis n'en seraient pas moins valides.

Les fonctions d'administrateur cessent par le décès, la démission, la perte de la qualité de membre de l'association, et, pour les membres élus, l'absence non excusée à trois réunions consécutives du conseil d'administration, la révocation par l'assemblée générale ordinaire, laquelle peut intervenir ad nutum et sur simple incident de séance, et la dissolution de l'association.

### **Article 13 – Fonctionnement du conseil d'administration.**

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, à l'initiative et sur convocation du président.

Il peut également se réunir à l'initiative de la moitié de ses membres sur convocation du président ou, à défaut, de l'un des membres du bureau.

Les convocations sont effectuées par lettre simple ou courrier électronique et adressées aux administrateurs au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion, établi par le président ou, à défaut, par l'un des membres du bureau, ou encore par ceux des membres à l'initiative de la convocation.

Le quart de ses membres peut exiger l'inscription à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration des questions de leur choix.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si un quart de ses membres est présent ou représenté.

Tout administrateur empêché peut se faire représenter par un autre administrateur muni d'un pouvoir spécial à cet effet.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à deux. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont répartis par le président entre les administrateurs présents, dans le respect de ladite limitation.

Le conseil d'administration peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations, y compris les salariés de l'association, sur invitation du président.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux sont établis sans blanc, ni rature, et signés par le président et le secrétaire. Ils sont retranscrits dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le président.

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont exercées à titre gratuit.

#### **Article 14 – Pouvoirs du conseil d'administration.**

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs pour agir au nom de l'association et réaliser tous actes et opérations qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale et notamment :

- Il définit les politiques et les orientations générales de l'association. Il peut constituer des commissions de travail spécialisées dont il fixe les missions, la composition et le fonctionnement.
- Il statue sur l'agr ement et l'exclusion des membres actifs.
- Il décide de l'acquisition et de la cession de tous biens meubles et objets mobiliers, fait effectuer toutes réparations, tous travaux et agencements, achète et vend tous titres et valeurs. Il est l'organe compétent pour approuver les apports faits à l'association.
- Il prend à bail tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association.
- Il décide d'acquérir tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association, de conférer tous baux et hypothèques sur les immeubles de l'association, de procéder à la vente ou l'échange desdits immeubles, d'effectuer tous emprunts et d'accorder toutes garanties.
- Il arrête les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques.
- Il arrête les budgets que lui présente le Trésorier, et contrôle leur exécution.
- Il fixe le montant des cotisations.
- Il arrête les comptes de l'exercice clos, établit les convocations aux assemblées générales et fixe leur ordre du jour.
- Il nomme les membres du bureau et met fin à leurs fonctions.
- Il décide des embauches ou de la mise à disposition des salariés de l'association que lui propose le Président.
- Il propose le cas échéant à l'assemblée générale la nomination des Commissaires aux Comptes, titulaire et suppléant.
- Il approuve le règlement intérieur de l'association, que lui propose le Bureau.
- Il autorise les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du président et peut consentir à un administrateur toute délégation de pouvoirs pour une mission déterminée, par exemple dans le cadre du travail inter-CLIC départemental.
- Il prend acte de l'existence des conventions visées à l'article L.612-5 du Code de Commerce qui lui sont soumis par le Président et il veille à l'établissement du rapport à l'Assemblée générale.

### **Article 15 – Bureau : composition.**

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un bureau composé de :

- Un président
- Trois vice-présidents
- Un secrétaire et un secrétaire adjoint
- Un trésorier et un trésorier adjoint
- Jusqu'à quatre membres

Les membres du bureau sont élus, à bulletin secret si exigé, par le conseil d'administration pour une durée de trois ans. Le Bureau désigne en son sein son Président. Les élections ont lieu au cours du premier conseil d'administration suivant l'assemblée générale ayant renouvelé les membres élus du conseil d'administration. Les membres sortants sont r eligibles.

Les fonctions de membre de bureau prennent fin par la démission, la perte de la qualité d'administrateur, l'absence non excusée à trois réunions consécutives du bureau, et la révocation par le conseil d'administration, laquelle peut intervenir immédiatement et sans discussion sur simple incident de séance.

Le/la Responsable coordonnateur/rice de l'association participe aux réunions de bureau sans pouvoir prendre part au vote des réolutions. Il peut lui être demandé de quitter la séance, lorsque les questions abordées le concernent personnellement.

### **Article 16 – Fonctionnement et Pouvoirs du bureau.**

Le bureau se réunit au moins deux fois par an à l'initiative et sur convocation du président qui fixe son ordre du jour. La convocation peut être faite par tous moyens au moins huit jours à l'avance.

Il peut également se réunir à l'initiative de la moitié de ses membres sur convocation du président ou, à défaut, de l'un des membres du bureau.

Quand le bureau se réunit à l'initiative de la moitié de ses membres, ceux-ci peuvent exiger l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

En cas d'urgence appréciée souverainement par le Président, ou 3 membres au moins du Bureau, le Bureau peut être réuni dans un délai de 48 heures.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Sans préjudice de leurs attributions respectives ci-après définies, les membres du bureau assurent collégialement la préparation et la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale. Ils proposent en outre l'approbation de ce dernier le règlement intérieur de l'association.



Les procès-verbaux des séances du bureau sont tenus sur un classeur ad hoc et signés par le président et le secrétaire.

#### **Article 17 - Assemblées générales : dispositions communes**

Les assemblées générales comprennent tous les membres de l'association tels que définis à l'article 5.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation aura été notifiée au conseil d'administration.

Les assemblées générales sont convoquées par le président, par délégation du conseil d'administration, par voie de presse et/ou lettre simple au moins quinze jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration. Quand les assemblées générales sont convoquées à l'initiative d'une fraction de leurs membres, ceux-ci peuvent exiger l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

Au début de chaque réunion, l'assemblée générale appelée à délibérer, procède à la désignation de son bureau de séance, composé au moins d'un président et d'un secrétaire.

Le président président les assemblées générales, expose les questions à l'ordre du jour, et conduit les débats. En cas d'empêchement, le président se fait suppléer par le premier vice-président.

Les assemblées générales ne peuvent statuer que sur les questions figurant à l'ordre du jour, à l'exception de la révocation des administrateurs.

Les assemblées générales sont ordinaires, ou extraordinaires : leurs décisions régulièrement adoptées sont obligatoires pour tous.

Tout membre empêché peut se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir spécial à cet effet.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est illimité. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont attribués au président, et utilisés dans le sens de l'adoption des résolutions approuvées par le conseil d'administration.

Les assemblées générales peuvent entendre toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations.

Les votes ont lieu à main levée, à l'exception des votes relatifs aux personnes et à l'exclusion des membres qui ont lieu à bulletin secret si exigé.

Il est tenu procès-verbal des délibérations et résolutions des assemblées générales. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, et signés par le président et le secrétaire de séance. Ils sont retranscrits dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le président.

### **Article 18 - Assemblées générales ordinaires**

L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins la moitié des membres de l'association.

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport d'activité et le rapport financier le cas échéant, le rapport de gestion et le rapport du Commissaire aux Comptes.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, adopte le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

L'Assemblée générale ordinaire procède à l'élection et à la révocation des administrateurs.

Elle se prononce sur le rapport visé à l'article L.612-5 du Code de Commerce.

L'Assemblée générale ordinaire peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

### **Article 19 - Assemblées Générales Extraordinaires**

L'Assemblée générale extraordinaire a compétence pour procéder à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de ses biens, à sa fusion ou à sa transformation. Elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins la moitié des membres de l'association.

L'Assemblée générale extraordinaire peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants.

### **Article 20 - Dissolution**

En cas de dissolution non consécutive à une fusion, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

Elle attribue l'actif net à tout organisme sans but lucratif de son choix, poursuivant un objet identique, similaire ou connexe.



### Article 21 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur, élaboré par les membres du bureau et adopté par le conseil d'administration, précise et complète en tant que de besoin, les dispositions statutaires relatives au fonctionnement de l'association. Il est porté à la connaissance de l'Assemblée Générale.

Monsieur LYAN Pierre, Président

Vice-Président

